

## Organisateur de l'activité

- **Nom**  
ROSELLI
- **Prénom**  
Jean-Louis
- **Adresse**  
Avenue Saint Rémi 57600 FORBACH
- **Raison sociale**  
Mairie de Forbach (Moselle)

## Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**  
Forum citoyen transfrontalier sur l'Europe
- **Description de l'activité**  
Consultation citoyenne transfrontalière s'adressant aux habitants de Moselle-Est et de Sarre organisée conjointement par la Ville de Forbach et sa jumelle allemande de Völklingen avec le soutien du bureau Europe Direct de Sarrebruck. Des interviews filmées et sous-titrées des membres du conseil des jeunes et du conseil des sages de Forbach ont servi d'introduction et de conclusion pour croiser les points de vue des générations d'avant et d'après la création de l'UE
- **Date et heure**  
le lundi 15 octobre à 19h
- **Lieu**  
Centre européen des congrès du Burghof
- **Nombre de participants**  
140

- **Catégories de publics présents**

Toutes catégories socio-professionnelles, des retraités, des collégiens, lycéens et étudiants

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**

Aucun, pour laisser la parole aux seuls citoyens. La modération était organisée par Mme Lisa HUTH, journaliste allemande spécialisée des questions frontalières et européennes

## Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**

Valeurs européennes, développement durable, Europe économique et sociale, jeunesse et mobilité, migrations et politiques d'asile

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

Valeurs européennes : un espoir déçu, une nécessité d'échanger plus entre les pays  
Manque d'information et de visibilité sur les acteurs de l'Europe proches de nous (bureaux d'informations de la commission par ex.)

Difficultés de mobilité transfrontalière pour les jeunes qui n'ont pas de permis ou de moyens propres de mobilité

Europe trop économique mais pas assez sociale ni politique

Déception : Europe de la grande industrie et des banques mais pas des citoyens

Une fonctionnaire allemande vivant en France rencontre des difficultés concrètes du quotidien : domiciliée en France, et ayant des comptes bancaires de part et d'autre de la frontière, elle n'a pas accès au crédit en Allemagne. De même elle a été radiée de son assurance pour sa domiciliation. Elle craint aussi la disparition des lignes TGV dans les temps à venir. Les liaisons TGV sont aussi vitales pour le territoire que les lignes de bus reliant nos villes et les voisines allemandes.

Les mots de l'Europe ont changé, on parlait d'espoir, de guerre à la guerre et de langue commune auparavant, maintenant le vocable est : ultralibéralisme, immigrations, guerre. L'Europe a malheureusement accentué les inégalités et profité aux mieux lotis, cela explique peut-être le désintérêt croissant de la majorité des habitants.

Il faudrait peut-être changer le mode de désignation des décideurs, les députés devraient pouvoir proposer des choses en lieu et place des institutions (commission, services). Les eurodéputés manquent de poids dans la législation et sont donc éloignés des attentes des électeurs.

Inefficacité de l'Europe sur la gestion des migrations.

L'Europe a trop souvent servi de bouc émissaire pour les politiciens au pouvoir.

Les valeurs européennes doivent être avant tout humanistes. L'Europe technocratique fait oublier la base de la construction : la paix après la guerre. L'Europe vit des échanges de toutes sortes entre ses habitants et c'est cela qu'il faut soutenir : échanges

culturels, commerciaux, éducatifs, etc.

L'Europe est très riche, puissante et elle fait peur au niveau mondial. Mais elle doit se montrer plus sociale.

Manque de cohésion entre les pays européens aujourd'hui. Les pays sont plus dans la concurrence que dans le partage au sein de l'UE. Les pays les plus riches ne font pas progresser les pays plus fragiles, sur le plan social, fiscal et humanitaire.

Il faut cesser d'avoir peur de l'autre pour tenter de réunifier l'union. Le vivre ensemble est négligé ou délibérément mis à mal.

Petits bonheurs et grandes déceptions à cause de la structure décisionnaire européenne.

Un agrandissement supplémentaire poserait problème notamment du fait des problématiques de corruption existant en Albanie et en Serbie. De même la Turquie, dont les valeurs démocratiques sont souvent bafouées, poserait question en termes d'intégration.

Développement durable : besoins d'harmonisation, de standardisation et une meilleure prise en considération des petits producteurs contre les géants de l'agriculture et de la pêche

Agriculture : la question du soutien à l'agriculture de petite et moyenne taille est un enjeu important, l'UE ne peut pas soutenir que les exploitations géantes. La politique agricole doit avant tout se gérer à l'échelle régionale et pas de si loin à l'échelle de l'UE.

Vacances en Italie : dans les supermarchés en Italie, il faut porter des gants en plastique pour choisir ses fruits sur les étals. Ce n'est pas le cas en France ou en Allemagne où l'on veut à tout prix éviter le plastique. Il faudrait une cohérence européenne en la matière.

En Allemagne, les consignes existent sur les plastiques et le verre. En France, le lobby des emballages fait pression pour empêcher la mise en place de consignes contraignantes. C'est l'occasion de découvrir et de parler des lobbys et de leur influence.

Les allemands à contrario vont acheter les boissons en France pour payer moins cher, puisque les bouteilles plastiques sont moins chères sans consignes.

La problématique du traitement des déchets et la pollution qui en découle reste d'actualité. Entre les pays qui envoient leurs déchets vers d'autres continents, et ceux qui les traitent négligemment du fait de leurs propres moyens de lutte, les disparités restent importantes à l'heure des inquiétudes sur le climat.

L'agriculture bio devrait être plus soutenue pour permettre aux petits producteurs d'en vivre décemment. Les vagues de suicides d'agriculture en France en témoignent.

Il existe en Europe 4 ou 5 sortes d'interrupteurs électriques différents. A quand une uniformisation de ces normes?

L'interdiction du glyphosate sur 3 ans en France, mais d'autres dates pour l'Europe empêchent d'arriver à une date commune. Qu'est ce qui prévaut ? L'argent ou la santé publique ?

Europe économique et sociale

L'économie sociale et solidaire est répandue dans notre région, mais elle peine à émerger à l'échelle européenne. Elle comporte des volets sociaux et fait aussi la part belle au développement durable. L'UE est et reste trop lointaine pour ses citoyens.

Pourquoi ne pas instaurer un salaire minimum garanti européen ? Pour tirer l'économie vers le haut et valoriser le travail autant dans chaque pays.

Il serait important que les citoyens aient une vision claire et transparente sur la

présence et l'influence des lobbys auprès des élus puisque les lobbys faussent la donne entre les représentants élus et les intérêts qu'ils sont censés défendre.

Des fiscalités différentes et des paradis fiscaux en plein cœur de l'Europe. Pas de gouvernance européenne commune. La richesse globale de l'Europe n'a cessé de croître depuis les 70's mais les Etats se sont tous appauvris dans le même temps. Une Europe fédérale pourrait empêcher cela.

Les lobbys devraient être purement et simplement interdits tant il s'agit aujourd'hui de corruption légalisée. Le statut même du lobbyiste pose problème, puisque son rôle est d'influencer les décisions pour son propre et unique intérêt.

La fiscalité pose problème : le Luxembourg est un paradis en plein cœur du continent, les grandes entreprises arrivent sans mal à se soustraire aux impôts.

Le référendum devrait être utilisé plus souvent, comme en Suisse, pour mieux tenir compte de l'avis des citoyens.

L'économie a pris le pas sur le politique, le libéralisme a pris la priorité sur la voix politique au détriment même de l'économie des pays. Seule une Europe politique peut permettre à l'UE d'affirmer sa position au niveau mondial.

Les projets soutenus financièrement par l'Europe restent très lourds à porter. Les justifications sur des années après la réalisation des projets sont souvent impossibles à fournir, en particulier sur des projets d'accompagnements individuels (ex : demande d'une carte d'identité du destinataire des fonds 3 ans après l'octroi via des associations d'aide à la création d'entreprise et puis demande de restitution des fonds). Le poids de la bureaucratie est trop important.

Le nombre des demandeurs d'emplois et en particulier chez les jeunes est très différents d'un pays à l'autre selon que l'on soit à l'est ou à l'ouest de l'Europe.

L'absence de perspectives offertes à des millions de jeunes gens hors des formations, hors de l'emploi, est très inquiétante.

Jeunesse et mobilité : bilinguisme et plaisir d'apprendre, systèmes sociaux différents, manque d'action envers la jeunesse non qualifiée

La condition essentielle de la mobilité ne se réduit pas juste au transport. La connaissance de la langue de l'autre est tout aussi fondamentale pour communiquer et s'intégrer ailleurs. La mobilité via Erasmus est privilégiée à des jeunes bien formés, elle doit s'ouvrir bien plus largement aux jeunes. L'enseignement de l'allemand est en recul partout, l'anglais seul n'est pas satisfaisant.

Si vous mettez des enfants allemands et français sur un terrain de foot, le mieux que vous puissiez espérer est un match France Allemagne avec une bagarre à l'issue.

Mélanger les jeunes est compliqué et cela passe par des moyens importants et une volonté politique forte.

150 écoles bilingues en alsace, beaucoup moins en France. Envoyer nos jeunes travailler chez le voisin allemand est une possibilité importante de nos jours et il faut soutenir la progression du bilinguisme.

Attention, travailler en Allemagne n'est pas sans conséquence, les retraites ne sont pas équivalentes. Le niveau allemand est bien plus bas après la carrière.

Il faudrait renforcer les coopérations en permettant à des jeunes venant de plus loin que les régions frontalières d'aller à la rencontre des voisins européens.

L'apprentissage transfrontalier est possible en Suisse et au Luxembourg et c'est très profitable pour les jeunes. Le secteur agricole, par exemple, est encore mal vu en Europe occidentale alors qu'il est mieux considéré et soutenu à l'est et il offre des possibilités d'emploi importantes.

Apprendre l'allemand juste pour aller travailler en Allemagne est un constat d'échec et un aveu de résignation pour ne pas développer l'économie de notre côté de la

frontière.

Il faudrait une harmonisation linguistique, une langue commune à l'Europe qui pourrait être le français (qui est déjà langue administrative).

La jeunesse qui ne peut voyager et échanger est celle que l'on retrouve au chômage, en marge de nos sociétés. Il faut penser une Europe de la solidarité qui ne laisse aucun jeune de côté grâce à une vraie redistribution de la richesse.

L'Europe devrait taxer les machines de façon équilibrée pour compenser l'emploi perdu du fait de la technologie.

La citoyenneté européenne doit être ramenée beaucoup plus tôt chez les enfants pour leur permettre de se reconnaître comme citoyen européen dès le début de la vie sociale.

Il faudrait changer le mode de calcul du PIB et PNB. Le système actuel considère le passif de l'éducation, de la culture ou de la santé en termes de coûts mais on n'envisage pas un instant de chiffrer ce que cela rapporte à la société.

Erasmus s'adresse aux étudiants, mais qu'en est-il de cette jeunesse non étudiante, non diplômée et sans qualification ?

Migration et politique d'asile : transparence, information, besoin d'une politique commune

Politique migratoire non gérée au niveau européen, les replis des pays montrent les défaillances de l'UE. Il est honteux que l'UE reste à la marge de problématiques rencontrées dans les pays d'accueil ou de transit.

L'Allemagne a commis une faute en accueillant autant de migrants sans préparation et sans consensus européen en la matière. La politique allemande a changé en deux ans, avec une progression énorme de l'extrême droite à chaque élection, signe que la population ne se conforme pas la volonté de la chancelière.

C'est un glissement d'un problème social vers autre chose, au même titre que la montée du nazisme à l'époque. Si la souffrance des plus démunis n'est pas prise en compte, c'est automatiquement la recherche d'un bouc émissaire qui apparaîtra. Seule une vraie politique sociale peut l'empêcher.

Les élections d'hier en Bavière montrent que l'économie n'est pas le seul facteur, puisque la Bavière n'a que peu de chômage et de difficultés sociales et que cela n'empêche pas la progression du racisme et de l'intolérance (11% de voix pour l'AFD). Le rappel aux valeurs et à la solidarité peut répondre à cela.

La question de l'immigration ne peut pas trouver de réponse nationale, seule une action commune de l'Europe peut fonctionner. La réponse nécessite forcément aussi une douane commune à l'échelle européenne avec les mêmes prérogatives et les mêmes procédures.

Les gens comprennent l'accueil de ceux qui fuient la guerre et ne comprennent pas forcément la migration économique.

La peur de l'autre est et a toujours été un moyen de séduire des électeurs simples avec démagogie. Mais les autres nous enrichissent. Notre région à travers les siècles s'est créée sur les migrations successives comme le reste de la planète. Jouer avec ces peurs est criminel. L'immigration est une chance pour le territoire qui accueille.

Le traitement fait par l'agence FRONTEX avec les camps sans transparence est indigne de l'Europe et de ses valeurs. Le manque d'information sur les chiffres réels de l'immigration servent les populistes et les démagogues de toutes sortes. Les fake news sur les réseaux sociaux démontrent l'utilisation détournée de ces faits. Fausses informations sur les moyens disponibles aux migrants, exagérations sur les prestations sociales.

On ne rappelle pas assez les chiffres de la richesse que produit et rapporte

l'immigration. Sans compter la participation des africains lors des guerres mondiales aussi. Personne ne quitte sa maison, son pays, par plaisir.

- **Pistes de proposition formulées**

Une meilleure lisibilité sur l'action européenne.

Une Europe plus sociale et politique.

Une représentation plus en phase avec les populations qu'elle représente qu'avec les lobbys.

Moins de bureaucratie, plus de simplification effective sur les soutiens européens.

Moins d'inégalités entre les pays membres.

Besoins d'harmonisation, de standardisation pour une cohérence dans les normes du quotidien (de la norme des interrupteurs électriques, à l'usage du plastique dans les supermarchés)

Soutien accru à la petite et moyenne exploitation agricole et en particulier vers les filières bio.

Un salaire minimum garanti européen pour lutter contre le dumping social.

Une harmonisation fiscale et la taxation des machines qui suppriment des emplois.

Transparence ou interdiction des lobbys.

Usage plus fréquent de la consultation ou du référendum.

Elargir les programmes jeunesse vers les moins favorisés.

Transparence dans les chiffres de la politique migratoire, lutte contre les démagogies racistes et xénophobes.

Politique de droit d'asile commune et cohérente.

Valorisation des politiques en termes de recettes pour ne pas traiter les services publics comme des charges (apports de l'éducation, de la santé, de la culture, et non les seuls coûts induits).

## **Facultatif**

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

Un très bel événement, très apprécié des nombreux participants venus des alentours et d'Allemagne. Des échanges concrets et pratico-pratiques de ceux qui vivent l'Europe au quotidien. Des échanges libres, enrichissants dans l'écoute et le respect des points de vue différents exprimés. Le public regrettait à la sortie qu'une telle démarche n'ait pas lieu plus souvent.